

Belgium-Mons: System maintenance services

OJ S 99/2018 26/05/2018

Contract notice**Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Mons

National registration number: BE 0207 656 808

Postal address: Grand Place 22

Town: Mons

NUTS code: BE323 Arr. Mons

Postal code: 7000

Country: Belgium

Contact person: Madame Cathy Deleau

E-mail: cathy.deleau@ville.mons.be

Telephone: +32 65405639

Fax: +32 65405649

Internet address(es):Main address: <http://www.mons.be>**I.1. Name and addresses**

Official name: CPAS de la Ville de Mons

Postal address: rue de Bouzanton 1

Town: Mons

NUTS code: BE323 Arr. Mons

Postal code: 7000

Country: Belgium

E-mail: info@cpas.mons.be

Telephone: +32 65412300

Internet address(es):Main address: www.cpas.mons.be**I.2. Information about joint procurement**

The contract involves joint procurement

I.3. CommunicationThe procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/2002/EX/2018>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5.

Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Maintenance des systèmes d'intrusion-lot 1

Reference number: BO/2018/Maintenance intrusion-lot 1/CD

II.1.2. Main CPV code

50324100 System maintenance services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Voir II.2.4.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE323 Arr. Mons

Main site or place of performance: Voir bon de commande, 7000 Mons.

II.2.4. Description of the procurement

Le présent contrat a pour objet la maintenance des installations de détection intrusion et de contrôle d'accès de divers bâtiments communaux divisé en 5 lots:

- lot 1 = installations de marque GUNNEBO,
- lot 2 = installations de marque GE Security,
- lot 3 = installations de marque TTG,
- lot 4 = installations de marque CHUBB,
- lot 5 = installations de marque EUROTEC.

Il inclut également toutes les réparations nécessaires pour assurer le bon fonctionnement avec utilisation de pièces d'origine, la disponibilité et l'assistance technique pendant les heures ouvrables.

La répartition des centraux est reprise en annexe H du présent document.

Nous attirons l'attention des soumissionnaires sur le fait que le présent cahier spécial des charges ne vise que le lot 1 (installations de marque GUNNEBO), les autres lots font l'objet d'une autre procédure.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Price

II.2.6. Estimated value

II.2.7.

Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

En cas de groupement sans personnalité juridique, chacun des membres de celle ou celui-ci est invité à se conformer et à présenter les documents exigés ci-après:

1) pour les soumissionnaires Belges:

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17.6.2016 relative aux marchés publics.

Il s'agit là d'une déclaration sur l'honneur implicite qui ne constitue qu'une dispense temporaire de production des documents permettant de vérifier que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion.

2) Pour les soumissionnaires étrangers:

Le pouvoir adjudicateur n'ayant pas accès gratuitement aux moyens lui permettant de vérifier la situation personnelle des soumissionnaires étrangers, ceux-ci devront remettre un certificat délivré par l'autorité compétente de la nationalité du soumissionnaire concerné attestant que celui-ci:

— est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi,

— est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où il est établi.

Si l'attestation précitée n'est pas délivrée dans le pays concerné, elle peut être remplacée par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaires ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

Sauf s'il s'agit d'un document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles de la Belgique, le soumissionnaire joint à son offre la traduction des attestations et document précités.

Le pouvoir adjudicateur réclamera au soumissionnaire belge ou étranger susceptible d'être désigné un extrait récent du casier judiciaire celui-ci ne pouvant obtenir ce document par ses propres moyens. Le caractère récent de ce document est établi dans la mesure où celui-ci date de moins de 6 mois par rapport à la date de dépôt des offres.

Dans les limites des dispositions relatives au droit d'accès inscrites dans le présent cahier spécial des charges et le respect du principe général d'égalité des candidats

/soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'inviter les candidats ou soumissionnaires à compléter ou expliciter les documents, attestations, etc.

Le candidat produit le Document unique de marché européen (DUME), qui consiste en une déclaration sur l'honneur propre actualisée et qui est accepté par le pouvoir adjudicateur à titre de preuve a priori en lieu et place des documents ou certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers pour confirmer que le candidat concerné:

- 1^o: ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17.6.2016,
- 2^o: répond aux critères de sélection applicables qui ont été établis conformément à l'article 71 de la loi du 17.6.2016.

Marche à suivre pour compléter le DUME.

- rendez-vous sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd?lang=fr> et choisissez votre langue,
- à la question «Qui êtes-vous», répondez «Je suis un opérateur économique»,
- à la question «Quelle action souhaitez-vous effectuer ?», répondez «Générer réponse»,
- complétez votre pays et cliquez sur suivant,
- parcourez le formulaire et répondez aux questions des parties «Procédure» et «Exclusions»,
- pour la partie «Sélection», à la question «Souhaitez-vous utiliser les critères de sélection A à D ?» répondez non,
- précisez si vous satisfaites à tous les critères de sélection exigés,
- après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez... (voir documents du marché).

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

1..

Minimum level(s) of standards possibly required:

1..

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

1) La capacité technique sera justifiée par la présentation d'une liste de minimum 3 références prestées au cours des 3 dernières années, portant sur des contrats d'entretien annuels de minimum 20 000,00 EUR HTVA auprès d'un même client.

Cette liste reprendra pour chaque référence, le montant, la date et le nom du destinataire public ou privé.

Ces prestations devront être prouvées par minimum 3 attestations de satisfaction émises ou contresignées par l'autorité compétente s'il s'agit d'un destinataire public, ou, lorsque le destinataire est un acheteur privé, par une attestation de ce dernier.

À noter que les procès-verbaux de réception provisoire ne sont pas considérés comme des attestations de satisfaction.

À noter qu'un soumissionnaire répond valablement au niveau minimal de capacité technique requis en faisant valoir la capacité d'un sous-traitant pour autant qu'il:

- identifie ce sous-traitant dans le formulaire d'offre,
- reprenne dans son offre un engagement valablement signé par le tiers sous-traitant,

— établisse que ce sous-traitant ne se trouve pas en situation d'exclusion. Pour ce faire, il produit les documents requis au point relatif aux droits d'accès.

En outre, le soumissionnaire précise la partie sous-traitée et produit les documents de capacité technique du sous-traitant pour la partie qui lui est confiée.

Minimum level(s) of standards possibly required:

1..

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 29/06/2018 Local time: 14:30

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Tender must be valid until: 15/01/2019

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 29/06/2018 Local time: 14:30

Place:

Service des Marchés Publics, rue Neuve 17.

Information about authorised persons and opening procedure: Une séance publique d'ouverture des offres est prévue.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État

Postal address: rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium
Telephone: +32 22349611

VI.5. Date of dispatch of this notice
24/05/2018